

# Budget : le gouvernement ferme la porte à de nouveaux amendements socialistes

LE MONDE | 16.10.2013 à 11h15 | Par [Patrick Roger](#)

Pierre Moscovici a cité le radical Edouard Herriot, président du conseil de la III<sup>e</sup> République : "Nous sommes les gardiens vigilants du crédit de la France." Bernard Cazeneuve s'est référé à Charles de Gaulle : "Sans l'effort de remise en ordre, avec les sacrifices qu'il requiert et les espoirs qu'il comporte, nous resterons un pays à la traîne, oscillant perpétuellement entre le drame et la médiocrité." Le ton était donné. Ce projet de loi de [finances](#) pour 2014, dont l'examen a commencé mardi 15 octobre à l'Assemblée nationale, s'il n'annonce pas du sang et des larmes, ne sera pas non plus un rêve (ré)enchanté.

Le ministre de l'économie, qui ouvrait la discussion, a voulu [délivrer](#) un message de confiance. "La France est en train de s'en sortir", a-t-il assuré. Le ministre délégué chargé du budget, qui prenait ensuite la parole – une heure un quart, sans notes – a fait, lui, dans la pédagogie républicaine, afin de [répondre](#) au [climat](#) ambiant de dépréciation de l'impôt. Il a rappelé que le service public et la protection sociale "constituent le patrimoine de ceux qui n'en ont pas".

Et s'est indigné de la rhétorique de l'opposition sur le "matraquage fiscal". "Il ne faut pas [confondre](#) le légitime débat sur le niveau de la pression fiscale, qui aura lieu, avec la posture consistant à [dénigrer](#) l'impôt, qui peut [mener](#) au poujadisme fiscal et [conduire](#) à [saper](#) les fondements mêmes de la République", a défendu M. Cazeneuve.

"Vous nous avez fait, monsieur le Ministre, une belle tirade sur les vertus de l'impôt. Ne devriez-vous pas plutôt [réserver](#) votre éloquence à [convaincre](#) ces millions de ménages modestes ou issus des classes moyennes du bien-fondé de votre décision quand ils verront dans un an leurs [impôts exploser](#) ?", lui a répondu un peu plus tard le président ([UMP](#)) de la commission des finances, Gilles Carrez.

Le député du Val-de-Marne a mis en doute la capacité du gouvernement à [tenir](#) la trajectoire de redressement des comptes publics inscrite dans ce projet de loi de finances. "Le courage [politique](#), c'est probablement ce qui vous fait le plus défaut", a lancé M. Carrez à l'adresse du gouvernement, lui reprochant de "mettre les Français dans un manège fiscal permanent qui leur donne le tournis". "Comment voulez-vous que les Français aient confiance quand ils sont soumis à un happening fiscal permanent ?", a-t-il conclu.

## "FAIRE LE SALE BOULOT"

Cette première journée de discussion a campé le scénario. Le gouvernement plaide la rigueur de sa gestion. L'opposition veut [prolonger](#) dans l'Hémicycle la bataille fiscale.

Reste, pour l'exécutif, à [rassembler](#) la majorité et à [éviter](#) les embardées. Au sein, d'abord, du groupe socialiste. Jean-Marc Ayrault, qui participait dans la matinée à [la réunion](#) du groupe, a rappelé celui-ci à l'"*obligation de solidarité*". A Laurent Baumel (Indre-et-Loire), un des chefs de file de la Gauche populaire, qui trouvait que c'était aux députés socialistes que revenait de "*faire le sale boulot*", le premier ministre a vertement rappelé qu'il n'y avait "*pas le gouvernement d'un côté et le groupe de l'autre*".

Le ton de la réunion a été assez rude. Lors des derniers arbitrages en réunion interministérielle, le gouvernement avait fermé la porte à des amendements présentés par le rapporteur général, Christian Eckert, ou par des députés PS, portant sur l'élargissement de l'assiette de l'[ISF](#), le renforcement de la lutte contre l'optimisation fiscale et la spéculation. Le gouvernement a clairement émis un veto à toute remise en cause du crédit d'impôt compétitivité [emploi](#) et a rappelé qu'il ne reviendrait pas sur le crédit impôt recherche.

Les écologistes, eux, sont revenus à de meilleures dispositions après [avoir](#) un temps menacé de ne pas [voter](#) le budget. "*On a obtenu des avancées importantes pour nous*, a indiqué Barbara Pompili, la coprésidente du groupe. *Il n'y a plus d'états d'âme. On fait partie de la majorité, on ne va pas s'[amuser](#) à se [faire](#) peur : il n'y a pas de raisons de ne pas [voter](#) le budget.*"

Côté [Front de gauche](#), en revanche, c'est niet. "*Ce budget est à nos yeux inacceptable*, a déclaré François Asensi (Seine-Saint-Denis). *Les Français n'ont pas fait confiance à la gauche en 2012 pour qu'elle renonce à [changer](#) la société. Je ne vois pas la rupture avec le gouvernement précédent.*" En 2012, le groupe GDR s'était abstenu sur la première partie du budget. Cette fois, il votera contre.